



Syndicat CFDT Chimie-Energie Centre Val de Loire

Blois, le 02/07/2021

PSE CHEZ SHISEIDO : LES RAISONS DE LA COLERE

Après l'annonce d'un plan social chez Shiseido le 28 avril dernier sur les sites de Gien et Ormes, les salariés ont commencé à manifester leur mécontentement face aux propositions de la Direction le 17 juin en décidant de prendre leur pause méridienne devant les locaux.

150 salariés répartis sur les 2 sites ont tenté de faire comprendre à la Direction leurs insatisfactions, leurs craintes et leur capacité à se mobiliser.

93 postes vont être impactés par ce plan social (dont 10 vacants). Au total, 180 salariés concernés sont susceptibles d'être licenciés (28 % de l'effectif) répartis entre Gien et Ormes.

Tous les services sont concernés, mais certains seront plus touchés que d'autres comme le développement packaging où 50% de postes seront supprimés. A l'échelle nationale, Shiseido compte supprimer 222 postes.

Face à l'incapacité de la Direction d'entendre le mouvement, l'équipe Cfdt, avec le soutien et l'appui des salariés, a organisé une action de grève le 30 juin, veille d'une nouvelle journée de négociation avec la Direction.

Lors de cette journée, près de 40% des salariés sur les 600 que compte les 2 sites ont fait entendre leur colère : plus d'une centaine à Gien (65 % du personnel), 130 sur le site d'Ormes.

A l'issue de la journée de négociation du 1^{er} juillet, la Direction continue de faire la sourde oreille face aux attentes légitimes des salariés qui pour certains sont dans l'entreprise depuis 25 ans.

La Cfdt décide de reconduire la grève dès lundi 05 juillet à 5h00 sur les deux sites. Elle appelle la Direction à revoir ses positions pour répondre aux revendications des salariés.

Ce vendredi 02 juillet, une délégation d'élus Cfdt sera reçue par M Alain TOUCHARD, Maire d'Ormes.

Pour le Syndicat Cfdt, la Direction de Shiseido devra porter seule la responsabilité de son inaction envers des salariés désespérés et en colère.

Le Secrétaire Général de la Cfdt Chimie-Energie Centre Val de Loire souhaite pouvoir rencontrer la Direction le 05 juillet afin d'éviter que le conflit ne se durcisse.